

L'UE "préoccupée" par des cas d'exécutions extrajudiciaires au Burundi

@rib News, 20/10/2010 â€“ Source AFPL'Union européenne a demandé aux autorités burundaises que la justice se penche sur plusieurs cas d'exécutions extrajudiciaires présentés par le Bureau international de l'Onu au Burundi (Binub), a annoncé le représentant spécial de l'UE pour la région des Grands Lacs, mercredi à Bujumbura. "J'ai exprimé notre préoccupation avec les exécutions extrajudiciaires en soulignant la nécessité de vraiment mettre à la disposition de la justice les coupables", a déclaré M. Roland Van de Geer.

"Je sais qu'il y a beaucoup de rumeurs (à ce propos) dans votre pays, c'est pourquoi j'ai basé ma demande sur une liste préparée par le Binub et présentée récemment au gouvernement (burundais) qui est en train de l'étudier", a-t-il poursuivi. Cette liste du Binub présente 9 cas de personnes qui auraient été exécutées par "la police ou les services secrets, depuis la fin août", a-t-il précisé, ajoutant que cette liste est encore provisoire. L'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh) a annoncé samedi 22 exécutions sommaires par la police au mois de septembre. Le gouvernement burundais a démenti catégoriquement et menacé de suspendre l'association. "Je dois souligner que c'est une liste préparée par le Binub, (...) ce rapport des Nations unies en tant que telle n'est pas encore une preuve définitive, mais c'est une bonne base importante pour initier des poursuites judiciaires et établir exactement les responsabilités au cas où c'est vrai", a estimé le diplomate européen. "Je peux vous assurer que de notre côté, que ce soit l'UE, l'Onu ou l'Union africaine, on continue de suivre ces cas et de faire une certaine pression sur votre gouvernement", a-t-il annoncé, en précisant avoir "senté une volonté de traiter ces cas du côté du gouvernement". M. Van de Geer s'est exprimé après une visite de trois jours au Burundi au cours de laquelle il a rencontré les plus hautes autorités, dont le président Pierre Nkurunziza. De nouvelles violences au Burundi ont fait plus d'une trentaine de tués ces dernières semaines et semblent confirmer les rumeurs sur la présence de nouvelles poches de rébellion dans le pays. Plusieurs opposants sont rentrés dans la clandestinité ou ont fui le pays à la suite des dernières élections générales remportées par le régime du président Pierre Nkurunziza.